L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 24 JUIN 1863

BUREAUX: No. 78 rue de Chartres. — Entre les rues Bienville et Conti

NOUVELLE ORLEANS :
MERCREDI MATIN, 24 JUIN.

Ventes à l'encan de ce jour.

Par le Shérif, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs.—Un arrêt de la somme de huit cent quarante piastres.

Par G. B. Tyler, par ordre de la Cour Provisoire des Etats Unis.—Le fonds de la épicerie enseignée Natchez-sous-Coteaux-Tchoupitoulas.

Par E. Roger & Co, à onze heures, au magasin de J. Hernandez, rue Conti No 21,—Vins rouge et blanc.—Par 5 heures P. M., en face du marché aux légumes de la Place d'Armes, rue Chartres, Meubles, literie, vaisselle, etc.

Par E. T. Montgomery, à 10 heures et demie, au No 152 rue du Canal,—Le mobilier de la maison. Et au Commercial Place, No 22, le contenu d'un bureau d'imprimerie.

Par J. F. Boisseau, à midi, rue Bertrand, près Commune,—des meubles.

Par D. E. Murphy, à 5 heures et demie, sur la Levée, en face du marché aux légumes,—la carraison de la barque White Sea.—Et à 10 heures du matin, dans le magasin No 12 de la rue Toulouse vis, huile et savon de Castille.

Par Hoffman & Marks, à 10 heures, dans la rue de Chartres No 41,—Marchandises sèches.

Par H. M. McLean, à onze heures, dans la rue Orleans No 64,—Meubles, articles de ménage, pianos, etc.

Par Wm F. Vincent, à 10 heures, dans la rue de la Douane No 64,—Marchandises sèches étrangères et de pays.

Par J. P. Boisseau, à 10 heures, au coin des rues Magazine et Gravier,—Meubles, pianos, etc.

Par E. T. Montgomery, à 10 heures, au coin des rues Toupitoupitoulas et Poydras,—Farine, jambons, bœuf, etc.

Par A. Cuzo, à onze heures, au coin des rues Bienville et Levée : beurre de mai, bœuf, savon, sucre, &c.—A midi, au magasin d'encaisse du Camp No 75 Farine saindoux, beurre, &c.

BANQUE DE LA NELLE ORLEANS.—La mesure prise récemment par les autorités, sur des renseignements incertains, à l'égard de l'une des banques les plus solides et les plus justement populaires, a paru un instant, malgré la prompte révocation de l'ordre, ébranler la légitime confiance que le public plaçait dans les institutions de crédit. Nous espérons que les dernières craintes se sont évanouies devant l'empressement des banques à échanger leurs billets contre ceux de la ville. Si elles ne répondent pas encore à toutes les demandes, c'est qu'il leur est impossible de se procurer immédiatement une somme suffisante en billets municipaux.

La Banque de la Nouvelle Orléans n'est mise tout de suite en mesure de satisfaire les détenteurs de ses billets qui désiraient les échanger contre ceux de la ville. Nous avouons néanmoins ne rien comprendre à la défiance dont ces dernière paraissent avoir été saisis subitement il y a quelques jours. Nous nous sommes fait remettre un état de situation de la banque, et nous voyons que ses ressources, en écartant tout fait douteux et non réalisable dans les circonstances actuelles, sont plus que suffisantes pour couvrir ses obligations. Il est inutile de citer des chiffres et d'aborder des détails qui ont déjà été livrés à la publicité. Qu'il nous suffise de dire que la Banque de la Nouvelle Orléans est dans une excellente situation. Nous engageons donc les détenteurs de ses billets à ne point les sacrifier et à se garder surtout des spéculateurs.

MM. Mason et Slidell à Paris.

L'*Indépendance Belge*, du 20 mai, publie une correspondance parisienne qui contient un passage que nous reproduirons plus bas. Nous n'avons pas besoin de dire que nous n'ajoutons pas la moindre foi au bruit que rapporte le correspondant. Il dit une absurdité en soutenant que le gouvernement confédéré exige l'esclavage en principe et en fait la base même de sa Constitution. L'esclavage est une institution toute locale que chaque Etat peut abolir ou modifier à son gré, et sur laquelle le gouvernement de Richmond ne peut, d'après la Constitution, exercer aucun contrôle. Il est absurde de supposer que le gouvernement de Richmond, dont l'autorité a pour point de départ une révolution, basée sur la souveraineté des Etats, ira prendre des engagements qui feraient une véritable usurpation de ses droits et ramènerait. Le gouvernement des Etats-Unis lui-même, bien que favorable à l'abolition, n'a pu qu'adresser une invitation aux Etats, où l'esclavage existe, pour les engager à adopter un système d'émancipation graduelle en leur offrant l'aide pécuniaire du gouvernement fédéral. Il n'est donc pas à présumer que M. Jefferson Davis, allié plus loin à cet égard que le président Lincoln. Voici comment s'exprime le correspondant de l'*Indépendance* :

Le télégraphe vous a appris que M. Mason, l'agent des confédérés du Sud en Angleterre, est arrivé à Paris. M. Mason, en compagnie de M. Slidell, qui est chargé des mêmes attributions en France, a été reçu aujourd'hui même, dit-on, en audience particulière par M. Drouyn de Lhuys.

Ce personnage serait chargé d'une communication importante de la part du gouvernement de Richmond. Or, si on peut s'en rapporter à ce qui se dit dans notre société sandite, et notamment parmi les Américains qui, depuis quelque temps, fréquentent avec assiduité les bureaux du ministre des affaires étrangères, les intentions de M. Mason ne seraient rien moins que pacifiques. La vérité est, selon moi que le général Hooker s'avancera contre Lee après que Lee aura dû se replier sur Richmond, il est évident que la mission de M. Mason serait la manœuvre la plus habile que le président Davis pût imaginer vis-à-vis des deux puissances comme l'Angleterre et la France lesquelles le pays tirerait décemment pas reconnaître un gouvernement érigeant l'esclavage en principe et en faisant la base même de sa Constitution.

Le combat de Lafourche Crossing.

Nous avons la dans le *True Delta* d'hier soir l'extrait de rapport suivant qu'il dit tenir de source officielle :

Le général Emory ne sachant pas la point réelle où l'ennemi devait opérer son attaque avait dirigé ses troupes

De bonne heure, le comptant pas 1060 hommes, sous le lieutenant colonel Stickney, fut placée à Lafourche Crossing. C'est le point où l'ennemi paraissait qu'avaient été portées les forces du colonel Major, composées de trois régiments de cavalerie et d'un régiment d'infanterie et d'artillerie. Le second fut une charge, après laquelle les positions et les tenait déjà lorsqu'il fut bravement repoussé, laissant sur le champ de bataille 63 morts, parmi lesquels le lieutenant colonel Walker, du 2nd régiment d'infanterie du Texas, qui a été enterré sur les lieux, après une permission de demander et obtenue sous drapeau parlementaire.

Nous avons fait 16 prisonniers. Nos forces se concentrent pour commencer la poursuite.

ÉQUITÉ CONSERVATRICE — Le *Courrier du Louisiane* dit que la démocratie de l'Ohio est parfaitement décidée à ne pas laisser circuler dans l'Etat les journaux abolitionistes, si l'on y interdit la circulation des journaux démocrates.

UNE BATAILLE PROCHAINE.

Nous lisons dans une correspondance de Washington du 12, adressée au *Daily News* de New York :

Le moment le plus capital de la guerre approche. D'après ce qui se passe en Virginie, il y a lieu raisonnablement de penser que, nonobstant les raisons fréquemment faites par les généraux Hooker, ces intentions sont loin d'être pacifiques. La vérité est, selon moi que le général Hooker s'avancera contre Lee après que Lee aura dû se replier sur Richmond. Et si la bataille est livrée aujourd'hui, comme on le pense, on n'attendra le résultat avec le plus vif intérêt.

ECHANGE—Le correspondant du New York *Journal of Commerce* lui écrit de la Havane, à la date de 6 juin : L'honorable Pierre Soulé doit aujourd'hui lui-même être échangé.

Le siége de Puebla.

Journal des opérations du 12 avril au 17 mai.

Avril 12—Le général Douai a fait canonner la *Maison rouge* ; après deux heures d'un feu très vif, le 1er bataillon de zouaves est lancé sur la brèche—Pour compléter la brèche est insuffisante et inabordable, étant à plus de six pieds au-dessus du pas de chaussée. La troupe hésite. Le lieutenant-colonel Gallifet, de la tranchée la plus de bonne volonté, se précipite dans le gouffre et disparaît.—Le général fait battre en retraite.

Avril 13 et 14—Feu ralenti de part et d'autre. On apprend que le brave Gallifet, barricadé dans une maison voisine de la Casa Colorada, a tenu bon et épuisé ses munitions sur l'ennemi. Sommé, à deux reprises, de se rendre, il répond aux propositions par des coups de fusil. A la troisième sommation il va en parlementaire Casarin qu'il fait brûler la cervelle plutôt que de rendre sa épée ; ses soldats l'acclament, il y est résolu qu'on se fera tuer. Casarin se retire interdit. Gallant stipule que ses hommes garderont leurs fusils et lui son épée, qu'il tiendra garnison et fera monter la garde par les siens dans le feu qu'il lui sera désigné et pendant tout le temps de sa captivité.—*Impossible.* D'Aries et Binoux seraient-ils mieux lotis ?

Avril 18—Le convent des San Agnustin a été criblé et mis à jour par nos pièces rayées du 12. L'ennemi l'a évacué, et le général Douai vient d'en prendre possession. Quelques obus dans les étages supérieurs font sortir de leurs caves et dans les étages supérieurs ont passé à la baïonnette. Une vingtaine de cadavres, avec effet, en dégagent par le toujours. Les approches sont encombrées de cadavres et inondées de sang. Dans cette affaire M. le marquis de Gallifet enlève deux barricades et tombe frappé d'un éclat d'obus qui lui fait une large et profonde blessure blessé. Cette nouvelle a répandu une grande tristesse dans l'armée.

On ce Gallifet est aujourd'hui complétement rétabli et sert, dit-on, l'armée à Mexico.

On remarque par d'officiers mexicains parmi les morts et les blessés.

Les assiégés sont consternés ; une soixantaine de déserteurs se sont présentés au quartier général en une vingtaine au quartier du général Bazaine

Avril (du 19 au 24). — La désertion continue parmi les assiégés. On pose de les parallèles, on pratique des mines, tout le monde parle d'une attaque à fond pour le 25. Chose étrange ! Le quartier général qui ne publie jamais de bulletins sur les faits d'armes accomplis, annonce tins sur les faits d'armes accomplis, annonce huit jours à l'avance le plan de ses opérations projetées. L'ennemi n'a jamais encore été pris au dépourvu.

(Avril 24 et 25). — L'attaque du couvent de *Santa Inès* est résolue et fixée au 25. Trois mines aboutissent au grand mur du jardin et à d'autres angles inexpugnables, ont été ouvertes pour assurer le succès de l'assaut. Le 24, à 7 heures du soir, le général Douai, persuadé que la mine principale a été éventée, la fait sauter prématurément et se retire sans avoir fait couronner l'entonnoir d'explosion. Au bruit de la détonation, toute la garnison assiégée court aux armes. C'est un feu d'enfer, ces braves gens, se croyant envahis sur tous les points, passent deux heures à canonner la lune et à fusiller les étoiles. Revenus de leur panique, les Mexicains avertis par l'explosion du fait même des projets assiégeants, passent la nuit à élever à Santa Inès des défenses formidables. Fossés, contre-fossés, épaulements, chausse-trappes, gueules de loup, rien ne fut oublié. Entre autres trucs de guerre, ils entrelacent, derrière le mur du couvent, une treille formé de grosses grilles de fer, hérissé de lances à hauteur de poitrine, et le fichent très solidement en terre.

Le 25, au point du jour, le général Douai forme dans la tranchée deux colonnes d'attaque et couronne Santa Inès. Vers huit heures, un pan de mur s'écroule et l'on sonne l'assaut. Par une singulière inspiration l'ordre avait été donné de laisser les tambours et les clairons dans le voisinage de la tranchée

Le 1er bataillon de zouaves, fort de 800 hommes, et quatre compagnies des chasseurs de Vincennes s'élancent, pénètrent à travers la brèche dans l'enceinte, impétueusement, et s'engouffrent dans l'édifice. Ce fut alors qu'ils se trouvèrent au milieu des fossés, des chausse-trappes, en face du formidables treillis et des obstacles imprévus par l'ennemi pendant la dernière nuit. Une grêle de balles, de grenades de main pleuvait des embrasures pratiquées au plafonds et aux murs crénelés. Notre infanterie chargeait la grille à coups de crosse ; elle tint bon. Nos hommes rapidement se tombaient frappés sans apercevoir l'ennemi. Ceux qui périrent en cet endroit en moins de soixante-dix secondes. Le général Douai ordonna la retraite.

Cela se passait sur la droite de l'attaque. Pendant cette tentative, deux compagnies de zouaves commandés, par le capitaine Avril, forcaient le passage à gauche et, débordant les défenses de l'ennemi, se portaient au pas de course sur les points avancés qui leur avaient été désignés le matin. Ces braves gens culbutèrent, dans leur marche, deux bataillons ennemis, et, arrivés à la barricade, ils n'eurent à franchir, après avoir tué ou fait prisonnier tout ce qui se trouvait sur leur passage. Avril avait, de son côté, perdu trente hommes, lorsqu'il s'empara des positions avancées. N'ayant ni tambours ni clairons, pour signaler son mouvement, il avait plusieurs fois crié à la seconde colonne de la suivre, et on l'avait entendu. Il était sur le point de se retirer, et on l'avait entendu. Il était sur le point de se retirer, et on l'avait entendu. Il était sur le point de se retirer